

Robi Morder, extraits di chapitre « Années 70 et 80, décompositions et recompositions » in Legois, Monchablon, Morder (coord.), *Cent ans de mouvements étudiants*, Paris, Col. Germe, Syllepse, 2007.

[..] RECOMPOSITIONS SYNDICALES

Mai 1968 s'éloigne. Le « désir de révolution » ne suffit pas à résoudre la question du « comment ». Il y a peu à contre-courant dans les larges fractions militantes et dans les mouvements étudiants les organisations dites « réformistes » reprennent du poids depuis que PCF, PS et MRG ont formé l'union de la gauche en juin 1972. Ils semblent apporter une réponse politique institutionnelle crédible : au slogan « Une seule solution, la révolution » les cortèges de la gauche répondent : « un seul moyen, le programme commun ». Les revendications et préoccupations universitaires revenues au premier plan redonnent sens et audience à des mouvements à vocation syndicale.

La grève de 1976 : forces et limites.

La grève de 1976¹ contre la « réforme du deuxième cycle » correspond au modèle désormais classique : AG, coordinations nationales des délégués, adoption de plate-forme, décisions de manifestations, désignation d'un collectif national représentant la coordination, etc... Néanmoins, les courants dominants sont confrontés à une question : celle de la négociation. Majoritaires dans la coordination, la LCR, des comités de lutte et l'OCT, refusent toute négociation n'acceptant qu'une « rencontre publique » à la télévision avec le gouvernement, Ainsi, la plate-forme adoptée doit servir pour « la popularisation », non pour la négociation². Les deux UNEF ont beau jeu d'aller rencontrer le ministre, puisque la coordination s'y refuse. L'UNEF-us, qui ne prétend pas décider au nom du mouvement, rend compte à la coordination de ses entrevues avec le ministre. La lutte ne débouche pas sur le retrait de la réforme. Il y a donc échec de la coordination, et les aménagements annoncés par le ministre lors de ses rencontres avec chacune des deux UNEF permettent à ces dernières de se prévaloir au moins de quelques résultats. Et surtout, à la fin de la grève générale, les militants étudiants soucieux de continuer l'action, préfèrent un cadre syndical ou des comités de lutte, moins contraignants que des organisations politiques. Ainsi, force dominante dans la coordination, la LCR se retrouve sans résultats autre que d'avoir fait progresser « la prise de conscience », avec des adhésions supplémentaires certes (mais souvent passagères), alors que ce sont les syndicats étudiants qui se renforcent, parmi lesquels le nouveau MAS.

La resyndicalisation via le MAS.

Le MARC, avec les étudiants du PSU, les étudiants socialistes de sensibilité rocardienne, et le soutien de la CFDT fonde au printemps 1976 le Mouvement d'action syndicale³. Rejetant le « corporatisme »

¹ Alain Touraine (sous la direction de), *Luttes étudiantes*, Seuil, Paris 1978. Olivier Mongin, « Mouvement étudiant, monde étudiant », in *Esprit* N° 23-24, novembre-décembre 1978.

Contributions d'acteurs : « La réforme universitaire et le mouvement étudiant », *Esprit* (débat dans « le journal à plusieurs voix »), mai 1976 et octobre 1976. Antoine Artous, François Ollivier, P. Rocky, « Quelques réponses aux camarades de l'ex-tendance B du PSU », in *Critique communiste* N° 16, juin 1977. Ligue Communiste Révolutionnaire, *Problèmes du mouvement étudiant*, Paris 1976. PSU, « tendance B », *Que faire de l'Université*, Savelli, Paris 1977. René Maurice *op. cit.*. MAS, « bilan de la mobilisation », *Les textes du premier congrès du MAS*, décembre 1976. UNEF US, Rapport d'activité Denis Sieffert, 63ème congrès, novembre 1976. UNEF renouveau, Rapport d'activité René.Maurice, 63ème congrès, mai 1976.

² Voir *Grève générale de l'Université*, N° 2, journal de la coordination étudiante, avril 1976.

³ Robi Morder, « Le Mouvement d'action syndicale, brève histoire d'un syndicat étudiant anticapitaliste et autogestionnaire », *La Revue de l'Université*, N° 19, 2000. Yves Colmou, « La tentative du MAS », *Esprit*, N° 23-24, 1978.

des deux UNEF, il se veut outil syndical intégrant les aspirations et expériences nouvelles des étudiants. Il s'affirme comme « syndicat anticapitaliste et autogestionnaire », prône des propositions alternatives, le « contrôle étudiant » et l'auto-organisation, sorte de synthèse entre « l'ancien » et « le nouveau »⁴. La concordance avec la grève de 1976 lui donne une véritable dynamique. Même la LCR – qui échoue dans une nouvelle tentative solitaire de fédération de comités de lutte – opère à son tour un tournant syndical qui l'amène, non sans tensions et contradictions, à rejoindre cette nouvelle organisation.

Le MAS est le vecteur dans lequel ceux qui avaient entre 1968 et 1971 quitté le syndicalisme étudiant pour des raisons conjoncturelles ou fondamentales (PSU, LCR, étudiants socialistes) y reviennent. Le capital de sympathie est important, mais le nombre d'adhérents et les capacités organisationnelles demeurent faibles en comparaison des deux UNEF.

L'élargissement des UNEF.

Dans les deux UNEF les dirigeants tiennent à s'éloigner des pratiques de confusion entre syndical et politique, héritées de la scission. L'UNEF-us qui décide de se présenter aux élections aux CROUS en 1975 est encouragée dans cette orientation d'ouverture par ses bons résultats, puisqu'elle obtient 31,8 % des voix et 73 élus, juste derrière l'UNEF-renouveau (46,9% des voix, 88 élus). Pour Force Ouvrière comme pour la FEN il s'agit d'un allié de poids au sein de l'enseignement supérieur. Au sein de la MNEF, elle obtient une place grandissante. En retour, un espace de plus en plus large est laissé à une tendance socialiste dans l'UNEF-us dans laquelle se retrouvent les anciens du COSEF.

L'UNEF renouveau aussi veille à élargir son recrutement au delà des cercles du PCF : entrée plus importante d'étudiants socialistes, notamment du CERES, mais également de chrétiens, de « sans parti » à sa direction. Alors que se confirme la dynamique de progression de l'union de la gauche aux cantonales de 1976 et municipales de 1977, ses relations avec le SNESup, l'UNCAL, la CGT – elle aussi en période d'ouverture comme en témoigne le 40^e congrès confédéral, sa présence institutionnelle lui offrent de vastes possibilités. La cotisation passe de 15 à 3 francs pour faciliter le recrutement. Elle entend développer des « services », et nomme son journal Campus. Ces pratiques – qui forment une génération militante - rentrent en contradiction avec un cours plus sectaire du PCF à partir de 1977. Au congrès de Nancy en 1977, trois élus du BN démissionnent. Le 18 janvier 1978, des responsables socialistes, et sans parti – affirmant parler aussi au noms de certains communistes - dénoncent dans une conférence de presse « l'absence de démocratie interne », indiquant qu'il n'y aurait plus en réalité que 13 000 adhérents. « La crise atteint son apogée en 1978-79, lorsque la direction voit ses principales associations générales devenir "oppositionnelles" et préfère les "normaliser" au risque d'en faire partir les adhérents »⁵. [...]

⁴ Robi Morder « L'autogestion dans les mouvements étudiants et lycéens dans les " années 68, *Autogestion, la dernière utopie* ». Presses de la Sorbonne 2003.

⁵ Didier Leschi, *Les stratégies syndicales étudiantes : l'UNEF ID dans le mouvement de novembre-décembre 1986*, mémoire de D.E.A. d'histoire contemporaine, Paris 10 1987.